

TABLE DES MATIÈRES

1

Droits humains et migrations : décliner l'universalité aux frontières 7

Sylvie SAROLÉA

professeure à l'UCLouvain, avocate au barreau du Barbant wallon

Introduction 8

Section 1

Une pluralité de juges et de sources, à découvrir et à mobiliser ... 10

- A. **Strasbourg, une pionnière du contentieux relatif aux droits humains des migrants** 11
- B. **La fin d'un monopole** 12
- C. **Un large éventail de recours possibles du niveau international au niveau régional, en passant par les instances nationales, en première ligne** 14
- D. **En cas d'urgence, les mesures provisoires** 17

Section 2

Les frontières des droits humains 19

- A. **Du silence au « pied dans la porte »** 19
- B. **Sur le territoire** 20
- C. **En zone « neutre »** 21
- D. **Dans les eaux internationales** 22
- E. **Dans le pays d'origine ou dans un pays de transit** 23
- F. **Le champ d'application territorial face à l'externalisation** 27

Section 3

La détention d'enfants en contexte migratoire 31

Section 4

Un droit de ne pas être renvoyé, mais peu de droit à résider légalement 34

- A. **Principes** 34
- B. **Combinaison de droits** 36

C. Du droit absolu à ne pas être renvoyé	37
D. ... à la protection relative du droit à rester	41
E. Droit à obtenir un titre de séjour pour motifs familiaux	43
1. Les principes	43
2. Des obstacles insurmontables à l'intérêt supérieur de l'enfant.....	45
3. La procédure et, notamment, les délais d'attente	52
F. Régularisation et droits humains	54
1. Les principes	54
2. La protection des liens sociaux, via le droit au respect de la vie privée... des minorités.....	57
3. La protection des liens sociaux, via le droit au respect de la vie privée... des mineurs	58
En guise de refus de conclusion	61

2

La liberté d'expression sur les réseaux sociaux : théorie et pratiques d'une réalité multiple et ambivalente.....

63

Quentin PIRONNET

maître de conférences à l'ULiège, référendaire à la Cour constitutionnelle

Introduction.....

64

Section 1

Les réseaux sociaux et leur triple ambivalence : éclairer un droit fragmenté.....

65

- | | |
|---|----|
| A. L'ambivalence espace/médium | 66 |
| B. L'ambivalence de l'écrit | 68 |
| C. L'ambivalence de la publicité et de l'intentionnalité | 70 |

Section 2

Les grands principes du contentieux de la liberté d'expression ...

74

- | | |
|---|----|
| A. La liberté d'expression | 75 |
| B. La liberté de presse | 79 |
| C. Propositions récentes | 81 |

Section 3

**Les réseaux sociaux et la liberté d'expression :
approche pratique**

A. Les infractions non spécifiquement liées à l'expression	84
B. La haine	88
1. La haine en droit international	88
2. La haine en droit belge	92
3. La haine selon les réseaux sociaux	94
C. Le faux	96
1. Le négationnisme (catégories 1 et 4)	99
2. Les <i>fake news</i> (catégorie 7)	100
D. Les stratégies accessoires	102
E. La communication 2.0.	104

Conclusion : embrasser le paradigme contemporain	106
---	-----

3

Environnement, climat et droits fondamentaux

Sébastien VAN DROOGHENBROECK
 professeur ordinaire à l'Université Saint-Louis-Bruxelles,
 professeur invité à l'Université Paris 2 (Panthéon-Assas), assesseur au Conseil d'État

Cécile JADOT
 avocate au barreau de Bruxelles, assistante à l'Université Saint-Louis-Bruxelles

Camille DE BUEGER
 avocate au barreau de Bruxelles, assistante à l'Université Saint-Louis-Bruxelles

Introduction	112
---------------------------	-----

Section 1

Ubi jus...	114
-------------------------	-----

A. L'arrimage de la problématique environnementale à la Convention européenne des droits de l'homme	114
B. Les émules	126
1. Du côté du Comité des droits de l'homme : l'affaire du réfugié climatique	127
2. Les affaires « Climat » nationales	129

Section 2	
... Ibi remedium	138
A. Klimaatzaak : dire le droit sans l'appliquer ?	138
B. Affaires climat et Cour européenne des droits de l'homme : l'impossible recevabilité ?	145
Conclusions	154

4

La vie privée au travail

Steve GILSON

avocat au barreau de Namur, maître de conférences à l'UCLouvain, chargé de cours à l'ICHEC, juge suppléant au tribunal du travail de Liège, division de Namur

France LAMBINET

avocate au barreau de Namur, assistante à l'U.L.B.

Objet de la contribution

Section 1

Introduction

- | | |
|---|-----|
| A. La vie privée en mutation | 157 |
| B. La vie privée au travail | 158 |

Section 2

L'enseignement européen

- | | |
|--|-----|
| A. Remarques préalables : les rapports entre l'article 8 de la C.E.D.H. et le droit belge | 160 |
| B. L'article 8 de la C.E.D.H. | 161 |
| C. L'applicabilité de l'article 8 aux relations de travail | 162 |
| D. L'effet direct de l'article 8 de la Convention | 165 |
| E. L'applicabilité interindividuelle (l'effet direct horizontal) de l'article 8 | 166 |
| F. La marge d'appréciation laissée aux autorités nationales en matière de relations interindividuelles de travail | 169 |
| G. L'examen des ingérences dans la vie privée | 171 |
| 1. La recherche d'un équilibre | 171 |
| 2. Méthode | 171 |

Section 3	
Récentes applications jurisprudentielles en droit belge	192
Section 4	
La protection menacée de la vie privée : le sort des preuves recueillies illicitement	204
A. La jurisprudence Antigone et Manon.....	204
B. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.....	206
C. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle.....	207
D. La jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.....	207
E. Les conséquences sur la protection de la vie privée.....	208
Conclusion	208

5

Droits fondamentaux et Covid-19 : quelques leçons d'une crise	211
--	-----

Louise LAPERCHE

assistante à l'ULiège, avocate au barreau de Liège-Huy

Frédéric BOUHON

professeur à l'ULiège

Introduction	212
Section 1	
Droits fondamentaux et pandémie : esquisses des principaux enjeux	213
A. La protection du droit à la vie et à la santé.....	213
B. La protection des autres droits fondamentaux.....	220
C. La question des dérogations aux droits fondamentaux et l'absence d'état d'exception.....	224
Section 2	
Aperçu de la jurisprudence relative aux droits fondamentaux et aux mesures adoptées pendant la crise Covid-19	226
A. La limitation généralisée des déplacements.....	226
B. La quarantaine obligatoire.....	230

C. La mise à l'arrêt de certaines activités économiques.....	234
D. L'organisation des audiences.....	238
E. L'exercice collectif des cultes.....	244
F. L'utilisation des données à caractère personnel et le respect de la vie privée.....	249
Section 3	
Leçons à tirer de la jurisprudence : pour un contentieux stratégique des droits fondamentaux en temps de crise.....	254
A. Quel juge saisir ?.....	254
B. La condition de l'urgence.....	257